

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2425

[2005/202512]

**8 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 177 et 180
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine relatifs au droit de préemption**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 177, § 1^{er}, alinéa 2, et 180, § 3, alinéa 2;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, donné le 18 juillet 2005;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de déclaration d'intention d'aliéner un droit réel immobilier soumis au droit de préemption forme l'annexe 1^{re} du présent arrêté et l'annexe 50 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Art. 2. Tout titulaire de droit réel ou son mandataire adresse une déclaration pour chacun des biens qu'il a l'intention de céder.

Soit le notaire, lorsque son intervention est requise volontairement ou par l'effet de la loi, soit le ou les cédants, notifient à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne et au collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée, un exemplaire du formulaire visé à l'annexe 1^{re} et une copie du compromis ou du projet d'acte d'aliénation.

Art. 3. § 1^{er}. L'attestation établissant l'existence d'une déclaration d'intention d'aliéner réalisée avant la réception d'un acte authentique figure en annexe 2 au présent arrêté. Celle-ci forme l'annexe 51 du même Code.

§ 2. Pour délivrer l'attestation visée à l'article 180, § 3, alinéa 2, du même Code, délégation de pouvoir est accordée au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne ou, à défaut, l'inspecteur général de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme.

La Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne reçoit les informations visées à l'article 179, alinéa 2, du même Code et les copies des actes d'acquisition en application du même article.

Art. 4. Le Ministre du Développement territorial est habilité à modifier les annexes du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 2005

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe 1^{re} - " Annexe 50

Formulaire de déclaration d'intention d'aliéner un droit réel soumis au droit de préemption

A. Identification du déclarant

1. Remplir l'une des deux cases ci-après

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° : boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

E-mail : @.....

N° T.V.A. :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale :

Forme juridique :

Adresse du siège social

Rue : n° : boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

E-mail : @

N° T.V.A. :

Personne(s) dûment habilitée(s) à représenter la personne morale

Nom : Prénom :

Qualité : Administrateur délégué

Autre (préciser) :

2. A remplir uniquement lorsque l'intervention d'un notaire/d'un officier public est requise volontairement ou par l'effet de la loi

Notaire/Officier public chargé de la passation de l'acte

Nom : Prénom :

Agissant en qualité de

Adresse

Rue : n° : boîte :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax :

E-mail : @.....

3. Pour les biens indivis, indiquez le(s) nom(s) de l'(des) autre(s) coindivisaire(s)
 et sa (leur) quote-part(s)
 Adresse(s)

B. Déclaration relative au bien

Les préempteurs peuvent visiter le bien (Voir article 177, § 1^{er}, alinéa 2, 8^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

1. Localisation

Commune

Adresse éventuelle

Références cadastrales

Division / Section	N°	Superficie totale

2. Nature du droit réel

Nature du droit réel qui constitue l'objet de la déclaration

3. Description du bien

Immeuble non bâti

Immeuble bâti

Superficie au sol du bâti

Superficie de plancher

Nombre de niveaux

Locaux dans un immeuble indivis

N° du lot	Bâtiment	Étage	Quote-part des parties communes	Nature du bien et superficie utile ou habitable

C. Droits réels ou personnels grevant le bien

Oui - non

Oui, nature du (des) droit(s) :

D. Urbanisme

Destination urbanistique de la zone dans laquelle se trouve le bien

Au plan de secteur

Au plan communal d'aménagement

Situation au règlement communal d'urbanisme

Autre(s)

Liste des permis d'urbanisme/de lotir

Dates	Objet

Certificats d'urbanisme obtenus dans les deux ans précédant la présente déclaration :

Conditions de l'aliénation

1. Vente

Prix

Montant de la mise à prix :

Modalités de paiement

Contre-prestation et contrepartie éventuelles et évaluations de celles-ci :

Rente viagère

Montant annuel :

Montant comptant :

Bénéficiaire de la rente :

Autres conditions

2. Echange

Désignation du (des) bien(s) reçu(s) en échange

Montant de la soulte

Propriétaire(s) contre-échangiste(s)

3. Dation - Autre(s) droit(s)

4. Conditions

Le soussigné identifié sous A, déclare qu'un document identique a été envoyé, simultanément et par envoi recommandé à la poste, à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne et au Collège des bourgmestres et échevins de la commune concernée, en vue de satisfaire aux dispositions de l'article 177 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Nombre des annexes

Date et signature du déclarant ou de son mandataire

(Si nécessaire, signature du notaire)

..... "

* *
*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2005 portant exécution des articles 177 et 180 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine relatifs au droit de préemption.

Namur, le 8 septembre 2005

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe 2 - " Annexe 51

Attestation établissant l'existence d'une déclaration d'intention d'aliéner
réalisée avant la réception d'un acte authentique.

Le Gouvernement, représenté par
agissant en vertu des dispositions de l'article 180, § 3, alinéa 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2005 portant exécution des articles 177 et 180 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine relatifs au droit de préemption,

à l'examen de votre demande du relative à

atteste ce qui suit à Monsieur le Notaire/l'Officier public :

M. - Mme

1° la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne a accusé réception d'une déclaration d'intention d'aliéner un bien soumis au droit de préemption visée aux articles 175 à 180 du Code précité, en date du

émanant de ;

2° en vertu de la décision du Gouvernement du relative au droit de préemption
accordé à
en vue de

la dite déclaration a été notifiée :

- le au(x) préempteur(s) suivant(s) :

a)

b)

c)

- le au(x) préempteur(s) suivant(s) :

a)

b)

c)

3° en vertu de l'article 179 du Code, le(s) préempteur(s) précité(s) :

renonce(nt) au(x) droit(s) de préemption ;

a (ont)/n'a pas (n'ont pas) fait connaître sa (leur) décision d'exercer le droit de préemption conformément aux dispositions de l'article 178, § 2, alinéa 2;

en conséquence, la cession projetée :

- est subordonnée au droit de préemption et l'acte ne peut être passé.
- n'est pas soumise au droit de préemption et l'acte peut être passé.

Date et signature du fonctionnaire habilité "

* *
*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2005 portant exécution des articles 177 et 180 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine relatifs au droit de préemption.

Namur, le 8 septembre 2005.

Le Ministre-Président,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 2425

[2005/202512]

8. SEPTEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 177 und 180 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über das Vorkaufsrecht

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 177, § 1, Absatz 2, und 180, § 3, Absatz 2;

Aufgrund des am 18. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Muster der Absichtserklärung zur Veräußerung eines dem Vorkaufsrecht unterworfenen dinglichen Rechts an einem Immobiliengut bildet die Anlage zum vorliegenden Erlass und die Anlage 50 zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Art. 2 - Jeder Inhaber eines dinglichen Rechts oder sein Bevollmächtigter richtet eine Erklärung für jedes Gut, das er abzutreten beabsichtigt.

Entweder der Notar, wenn seine Heranziehung freiwillig oder aufgrund des Gesetzes gefordert wird, oder der bzw. die Abtretenden stellen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde eine Ausfertigung des in Anlage 1 erwähnten Formulars und eine Abschrift des Vorvertrags oder des Urkundenentwurfs für die Veräußerung zu.

Art. 3, § 1. Die Bescheinigung über das Vorhandensein einer vor Empfang einer authentischen Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht bildet die Anlage 2 zum vorliegenden Erlass. Diese bildet die Anlage 51 desselben Gesetzbuches.

§ 2. Zur Aushändigung der in Artikel 180, § 3, Absatz 2 desselben Gesetzbuches erwähnten Bescheinigung wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region oder mangels dessen dem Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau eine Vollmacht erteilt.

Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region erhält die in Artikel 179, Absatz 2 desselben Gesetzbuches erwähnten Informationen und die Abschriften der Kaufurkunden in Anwendung desselben Artikels.

Art. 4 - Der Minister der räumlichen Entwicklung ist befugt, die Anlagen zum vorliegenden Erlass abzuändern.

Art. 5 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. September 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;
A. ANTOINE

Anlage 1 - "Anlage 50

Formular zur Erklärung über die Veräußerungsabsicht eines dem Vorkaufsrecht entworfenen dinglichen Rechts

A. Identifizierung des Erklämers

1. Eines der folgenden zwei Felder bitte ausfüllen

Natürliche Person

Name: Vorname:

Anschrift:

Straße: Nr.: Briefkasten:

Postleitzahl: Gemeinde:

Telefon: Fax:

E-mail: @.....

MwSt.Nr.:

Juristische Person

Bezeichnung oder Gesellschaftsname:

Rechtsform:

Anschrift des Gesellschaftssitzes

Straße: Nr.: Briefkasten:

Postleitzahl: Gemeinde:

Telefon: Fax:

E-mail: @

MwSt.Nr.:

zur Vertretung der juristischen Person ordnungsgemäß befugte Person(en)

Name: Vorname:

Eigenschaft: Geschäftsführender Verwalter

Oder (bitte angeben):

2. Lediglich auszufüllen, wenn die Heranziehung eines Notars/eines öffentlichen Amtsträgers freiwillig oder aufgrund des Gesetzes gefordert wird

Notar/öffentlicher Amtsträger, der mit dem Abschluss des Rechtsgeschäfts beauftragt ist

Name: Vorname:

Handelt in der Eigenschaft als

Anschrift:

Straße: Nr.: Briefkasten:

Postleitzahl: Gemeinde:

Telefon: Fax:

E-mail: @.....

3. Für ungeteilte Güter bitte den (die) Namen des bzw. der anderen Miteigentümer der Rechtsgemeinschaft und dessen bzw. deren Anteil angeben

Anschrift(en)

B. Erklärung bezüglich des Gutes

Die Vorkaufsberechtigten dürfen das Gut besichtigen (siehe Artikel 177 §1 Absatz 2 8° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe).

1. Lokalisierung

Gemeinde

ggf. Anschrift:

Katasterangaben

Gemarkung/Flur	Nr.	Gesamtfläche

2. Art des dinglichen Rechts

Art des dinglichen Rechts, das Gegenstand der Erklärung ist

3. Beschreibung des Gutes

Unbebautes Immobiliengut

Bebautes Immobiliengut

Oberfläche des bebauten Grundes

Fußbodenfläche

Anzahl der Stockwerke

Räumlichkeiten in einem ungeteilten Gebäude

Nr. Des Loses	Gebäude	Stockwerk	Anteil der gemeinschaftlichen Gebäudeteile	Art des Gutes und Nutz- bzw. bewohnbare Fläche

C. dingliche oder Persönliche Rechte, die das Gut belasten

Ja - nein

Ja, Art des bzw. der Recht(e):

D. Städtebau

Städtebauliche Zweckbestimmung des Gebiets, in dem das Gut gelegen ist

im Sektorenplan

im kommunalen Raumordnungsplan

Lage in der kommunalen Städtebauordnung

Sonstige

Liste der Städtebau- bzw Parzellierungsgenehmigungen

Daten	Gegenstand

Innerhalb zwei Jahren vor der vorliegenden Erklärung erhaltene Städtebaubescheinigungen
Bedingungen der Veräusserung

1. Verkauf

Preis

Betrag des Ausgebots:

Zahlungsmodalitäten

Ggf. Gegenleistung und Gegenpartei und deren Schätzungen

Leibrente

Jährlicher Betrag:

Barbetrag:

Empfänger der Rente:

Sonstige Bedingungen

2. Austausch

Bezeichnung des bzw. der Güter, die im Austausch erhalten werden

Betrag der Ausgleichszahlung

Eigentümer, der den Gegen Austausch macht

3. Hingabe - Sonstige(s) Recht(e)

4. Bedingungen

Der unter A identifizierte Unterzeichnete erklärt, dass ein identisches Dokument der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde gleichzeitig per Posteingang gesandt worden ist, um den Bestimmungen von Artikel 177 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zu genügen.

Anzahl der Anlagen

Datum und Unterschrift des Erklärs oder dessen Bevollmächtigten

(Falls nötig, Unterschrift des Notars)

..... "

* *
*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2005 zur Ausführung der Artikel 177 und 180 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über das Vorkaufsrecht beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

A. ANTOINE

Anlage 2 - "Anlage 51Bescheinigung über das Vorhandensein einer vor Empfang einer authentischen
Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht

Die Regierung, vertreten durch

der/die aufgrund der Bestimmungen von Artikel 180 § 3 Absatz 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und von Artikel 3 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2005 zur Ausführung der Artikel 177 und 180 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über das Vorkaufsrecht handelt,

bescheinigt nach Überprüfung Ihres Antrags vom bezüglich, dem Herrn Notar/öffentlichen Amtsträger:

Herrn - Frau das Folgende:

1° Die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region hat den Empfang einer in Artikel 175 bis 180 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Erklärung über die Veräußerungsabsicht bezüglich eines dem Vorkaufsrecht unterworfenen Gutes bestätigt, und zwar am

gemacht von

2° aufgrund des Beschlusses der Regierung vom bezüglich des Vorkaufsrechts, das zugunsten von zwecks bewilligt worden ist, wurde die besagte Erklärung zugestellt:

- amdem bzw. den folgenden Vorkaufsberechtigten:

- a)
- b)
- c)

- amdem bzw. den folgenden Vorkaufsberechtigten:

- a)
- b)
- c)

3° der bzw. die vorgenannte(n) Vorkaufsberechtigte(n), aufgrund von Artikel 179 des Gesetzbuches: verzichtet bzw. verzichten auf das bzw. die Vorkaufsrecht(e);

hat bzw. haben seinen (ihren) Beschluss zur Ausübung des Vorkaufsrechts gemäß den Bestimmungen von Artikel 178 § 2 Absatz 2 nicht bekannt gemacht;

infolgedessen ist die geplante Abtretung:

- dem vorkaufsrecht unterworfen und kann das Rechtsgeschäft nicht abgeschlossen werden
- dem Vorkaufsrecht nicht unterworfen und kann das Rechtsgeschäft abgeschlossen werden.

Datum und Unterschrift des befugten Beamten"

* *
*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2005 zur Ausführung der Artikel 177 und 180 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über das Vorkaufsrecht beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2425

[2005/202512]

8 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van de artikelen 177 en 180 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium betreffende het recht van voorkoop

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 177, § 1, tweede lid en 180, § 3, tweede lid;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, gegeven op 18 juli 2005;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het model van de intentieverklaring tot vervreemding van een zakelijk onroerend recht onderworpen aan het recht van voorkoop vormt bijlage 1 bij dit besluit en bijlage 50 bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 2. Elke houder van een zakelijk recht of zijn gemachtigde richt een aangifte voor elk goed dat hij wil afstaan.

Ofwel de notaris, wanneer zijn tussenkomst opzettelijk of krachtens de wet wordt vereist, ofwel de overdrager(s) maken het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest alsmede het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente een exemplaar over van het in bijlage 1 bedoelde formulier en een afschrift van het compromis of van het ontwerp van daad van vervreemding.

Art. 3. § 1. Het attest ter bevestiging van het bestaan van een intentieverklaring tot vervreemding opgemaakt vóór de ontvangst van een authentieke akte wordt vermeld in bijlage 2 bij dit besluit. Deze vormt bijlage 51 van hetzelfde Wetboek.

§ 2. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij ontstentenis, de inspecteur-generaal van de Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw worden ertoe gemachtigd om het attest bedoeld in artikel 180, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, af te geven.

Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest ontvangt de in artikel 179, tweede lid, van hetzelfde Wetboek bedoelde informatie en de afschriften van de aankoopakten overeenkomstig hetzelfde artikel.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt ertoe gemachtigd om de bijlagen bij dit besluit te wijzigen.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 1 - "Bijlage 50"

FORMULIER VAN DE INTENTIEVERKLARING TOT VERFREEMDING
VAN EEN ZAKELIJK RECHT ONDERWORPEN AAN HET RECHT VAN VOORKOOP

A. Identificatie van aangever

1. Een van de twee volgende vakjes aankruisen

Natuurlijke persoon

Naam : Voornaam :

Adres

Straat : nr. : bus :

Postcode : Gemeente :

Telefoon : Fax :

E-mail : @.....

BTW-nummer :

Rechtspersoon

benaming of handelsnaam :

Rechtsvorm :

Adres van de maatschappelijke zetel

Straat : nr. : bus :

Postcode : Gemeente :

Telefoon : Fax :

E-mail : @

BTW-nummer :

Persoon(onen) behoorlijk gemachtigd om de rechtspersoon te vertegenwoordigen

Naam : Voornaam :

Hoedanigheid : Gedelegeerd bestuurder

Andere (te bepalen) :

2. Alleen in te vullen wanneer de tussenkomst van een notaris/een openbare officier opzettelijk of krachtens de wet wordt vereist

<p>Notaris/openbare officier belast met de sluiting van de akte</p> <p>Naam : Voornaam :</p> <p>In de hoedanigheid van</p> <p>Adres</p> <p>Straat : nr. : bus :</p> <p>Postcode : Gemeente :</p> <p>Telefoon : Fax :</p> <p>E-mail : @.....</p>
--

3. Voor de onverdeelde goederen gelieve de naam(namen) van de andere meëigenaar(s) en van zijn(hun) gedeelte(n) aan te geven

Adres

B. Aangifte betreffende het goed

De voorkopers kunnen het goed bezoeken (zie artikel 177, § 1, tweede lid, 8° van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium)

1. Localisering

Gemeente :

Eventueel adres

Kadastrale omschrijvingen

Afdeling/Sectie	NR.	Totale oppervlakte

2. Aard van het zakelijk recht

Aard van het zakelijk recht dat het voorwerp uitmaakt van de aangifte

3. Beschrijving van het goed

Onbebouwd goed

Bebouwd goed

Grondoppervlakte van het gebouwde

Vloeroppervlakte

Aantal verdiepingen

Lokalen in een onverdeeld goed

Perceel-num- mer	Gebouw	Verdie- ping	Aandeel van gemeen- schappelijke gedeelten	Aard van het goed en nuttige en bewoonbare oppervlakte

C. Zakelijke of persoonlijke rechten die het goed bezwaren

Ja-Nee

Ja, aard van het (de) recht(en) :

D. Stedenbouw

Stedenbouwkundige bestemming van het gebied waarin het goed is gelegen

In het gewestplan

In het gemeentelijke plan van aanleg

In het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement

Andere

Lijst van de stedenbouwkundige vergunningen/verkevelingsvergunningen

Data	Voorwerp

Stedenbouwkundige attesten verkregen binnen twee jaren vóór deze aangifte :

Voorwaarden van de vervreemding

1. Verkoop

Prijs

Bedrag van de inzet

Betalingwijze

Eventuele tegenprestaties en tegenwaarde en schattingen ervan :

Lijfrente

Jaarlijks bedrag :

Contant bedrag :

Begunstigde van de rente :

Andere voorwaarden

2. Ruil

Aanduiding van het(de) geruilde goed(goederen)

Bedrag van de opleg

Eigenaar(s) die een ruilverrichting uitvoert (en)

3. Verpanding - Ander(e) recht(en)

4. Voorwaarden

Ondergetekende die onder A geïdentificeerd is, verklaart dat een identiek document gelijktijdig en bij ter post aangetekende brief gestuurd is aan het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest alsmede aan het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente om de bepalingen van artikel 177 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium te vervullen.

Aantal bijlagen

Datum en handtekening van de aangever of van zijn machtigde
(indien nodig, handtekening van de notaris)

..... "

* *
*

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2005 houdende uitvoering van de artikelen 177 en 180 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium betreffende het recht van voorkoop

Namen, 8 september 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 2 - "Bijlage 51

Attest ter vestiging het bestaan van een intentieverklaring tot vervreemding
uitgevoerd vóór de ontvangst van een authentieke akte

De Regering, vertegenwoordigd door
, die krachtens de bepalingen van artikel 180, § 3, derde lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en van artikel 3, § 2, van het besluit van ... houdende uitvoering van de artikelen 177 en 180 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium betreffende het recht van voorkoop zorgt voor

de behandeling van uw aanvraag van betreffende
verklaart wat volgt aan de notaris/de openbare officier :

De heer/Mevrouw

1° Het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest heeft ontvangst gemeld van een intentieverklaring tot vervreemding van een goed onderworpen aan het recht van voorkoop bedoeld in de artikelen 175 tot 180 van bovenvermeld Wetboek d.d.

en afkomstig van ;

2° overeenkomstig de beslissing van de Regering van betreffende het recht van voorkoop
om

is die verklaring bekendgemaakt aan :

- de volgende voorkoper(s) :

a)

b)

c)

- de volgende voorkoper(s) :

a)

b)

c)

3° krachtens artikel 179 van het Wetboek

doen bovenvermelde voorkopers afstand van het recht van voorkoop;

heeft(hebben) de voorkoper(s) zijn(hun) beslissing tot uitoefening van het recht van voorkoop al dan niet medegedeeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 178, § 2, tweede lid;

dientengevolge wordt de geplande afstand :

- onderworpen aan het recht van voorkoop en kan de akte niet opgemaakt worden.
- niet onderworpen aan het recht van voorkoop en kan de akte opgemaakt worden.

Datum en handtekening van de gemachtigd ambtenaar"

* *
*

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2005 houdende uitvoering van de artikelen 177 en 180 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium betreffende het recht van voorkoop

Namen, 8 september 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2426

[2005/202528]

8 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles-Sud

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999, modifié le 8 juin 2001, le 25 octobre 2001, le 19 décembre 2002 et le 29 avril 2004;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, l'article 76, alinéa 1^{er}, 5^o, l'article 115, alinéa 2, l'article 127, § 2, alinéa 2, et les articles 442/1 à 442/3 insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud;

Vu le décret du 6 mai 1999 autorisant le Gouvernement wallon à créer des sociétés spécialisées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 autorisant la SOGEPa à constituer pour le compte de la Région wallonne, selon les statuts approuvés par les décisions gouvernementales des 23 mai, 8 juin et 14 juin 2001, une société spécialisée dénommée en abrégé : SOWAER;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 31 mai 2005;

Considérant la demande d'avis adressée à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire en date du 13 mai 2005;